Transcription : Briefing presse: Les membres du "Klima-Biergerrot" présentent leurs propositions

# Intervenants

* Raphaël Kies, Chercheur à l'Université du Luxembourg et membre du Comité d'accompagnement du Klima-Biergerrot
* Membres du Klima-Biergerrot – KBR (Mark Chapman, Sophie Robergue, Yves Trauffler, Filipe Rodriguez, Marion Lorentz-Gottardi, Grégory Molitor, Marie Van Cranenbroeck, Fernand Reinig, Laure Huberty, Bruno Henry, Patrick Pinnel, Svenja Engel, Clara Feypel)
* Organisateur
* Philippe Beck, Co-organisateur du Klima-Biergerrot
* Journalistes

Langue

* Français

# Transcription

[Raphaël Kies]

Je vous remercie de me faire l'honneur de dire quelques mots introductifs au sujet du KBR.

En tant qu'universitaire qui a un peu eu l'opportunité de d'observer ce processus de près, avec mes collègues Émilien Paulis et Lisa Verhasselt, et en collaboration avec l'Université Libre de Bruxelles.

Donc je ne vais pas faire une longue présentation, parce que je pense que les véritables protagonistes de ce processus sont les citoyens eux-mêmes, et ici il y a les porte-paroles qui vont vous présenter les différentes propositions qui ont été faites.

Donc je vais me limiter à quelques remarques, quelques observations préliminaires. La première concerne le processus de sélection lui-même.

Dès l'annonce du projet, celui-ci a suscité un énorme intérêt auprès du public.

Comme vous le savez peut-être, il y a un effet plus de 1000 personnes qui se sont portées volontaires pour devenir membres du KBR.

Rien que cela démontre que le processus était considéré comme très important par la population, ou par un nombre non négligeable de la population.

Ma deuxième observation concerne l'organisation du processus. Ici, je souhaite saluer le travail extraordinaire qui a été réalisé par toute l'équipe: Oxygene, Pétillances, Accent'Aigu.

En effet, ceux-ci ont dû mettre en place et coordonner un processus participatif original en un temps record.

Ils ont dû faire des adaptations au fur et à mesure, ce qui leur a coûté de nombreuses nuitées blanches et de nombreux weekends de travail.

Si on compare le processus luxembourgeois à d'autres conseils citoyens qui se sont déroulés dans d'autres pays, je peux vous assurer que les participants du KBR étaient mis dans des conditions idéales pour travailler, et dans les différentes phases du processus.

Troisièmement, évidemment je souhaite saluer l'engagement des citoyens pendant les 8 mois de la consultation.

Il s'agit donc d'une longue consultation des huit mois. Il faut reconnaître le travail non seulement des 60 titulaires, mais également des 40 remplaçants.

En effet, la plupart sont activement intervenus dans le processus, chacun suivant son temps, ses capacités et ses disponibilités.

Il est intéressant d'observer qu'au fur et à mesure que le processus avançait, les participants ont pris de plus en plus conscience de leur responsabilité vis-à-vis de la société et des générations futures.

Cinquièmement, il ne faut pas oublier le rôle des experts, qui ont participé sur une base bénévole durant les différentes phases de la consultation, pour aider les citoyens à élaborer leurs propositions. Ils ont apporté une contribution essentielle au processus.

Tout cet engagement des organisateurs, des facilitateurs, des experts et des citoyens, se reflète dans la qualité des propositions qui vous sont soumises dans le rapport.

Je vous invite vraiment à les lire attentivement, comme je l'ai fait hier soir. Bien que ce ne soient pas des propositions d'experts, et d'ailleurs ce n'est pas leur rôle, c'est des citoyens, donc c'est pas des experts, la qualité de celles-ci dément la vision suivant laquelle des citoyens tirés au sort ne peuvent que mener à des propositions banales, voire farfelues.

Vous verrez qu'au contraire, celles-ci sont très actuelles, recherchées et sérieuses. Bref, on peut dire que ce fut un travail impressionnant.

Mais bien sûr, une consultation portant sur plus de 8 mois, basée sur une procédure complètement nouvelle au Luxembourg impliquant des citoyens issus de différentes catégories sociales, différentes cultures, parlant différentes langues, n'a pas toujours été un fleuve tranquille.

Comme dans toute famille ou dans un groupe politique qui s'engage dans un processus commun à long terme, il y a eu des moments de doutes, il y a eu des incompréhensions et des tensions. Le contraire aurait été étonnant et nous aurait fait nous-mêmes douter qu'on est face à un réel processus démocratique.

Ce fut notre rôle en tant qu'universitaires et spécialistes dans les procédures participatives, d'analyser ce qui a marché et ce qui a bien moins marché dans la consultation, d'analyser comment le processus était perçu non seulement par les participants eux-mêmes, mais aussi par l'ensemble de la population.

Et nous avons fait justement des enquêtes auprès de l'ensemble de la population par rapport à ce processus...

Et d'ailleurs votre rôle en tant que journaliste est très important aussi pour faire connaître ce processus à l'ensemble de la population...

Et de tirer les leçons d'un tel processus pour l'améliorer et l'institutionnaliser dans le futur.

Cela fera l'objet d'un rapport que nous allons présenter publiquement quand les travaux seront... nos travaux de recherche seront terminés.

Enfin je souhaite conclure par quelques mots pour indiquer mon souhait pour le future du KBR.

Premièrement, que les citoyens qui ont participé vont devenir des ambassadeurs actifs de la cause écologique.

C'est ce qui s'est déjà observé dans la précédente consultation citoyenne de "Luxembourg in transition", initiée par le ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Deuxièmement, que les citoyens qui n'ont pas pu participer soient sensibilisés à la thématique, en dehors de toute considération politicienne, en s'identifiant au travail effectué par les membres du KBR.

C'est un aspect que nos enquêtes permettront d'analyser, et pour lequel les médias vont jouer un rôle très important.

Troisièmement, que ces propositions vont contribuer à améliorer l'acceptabilité sociale de certaines mesures pour atteindre les objectifs du PNEC.

Certaines mesures vont en effet entraîner des changements d'habitudes dans le mode de consommer, de voyager et de travailler.

Quatrièmement, que ces mesures soient sérieusement prises en considération par les décideurs politiques.

L'objectif n'étant pas que les décideurs politiques reprennent un par un les mesures qui sont proposées, mais au moins qu'ils justifient pour quelles raisons ou pas ils prennent en considération les mesures qui sont proposées.

Et d'ailleurs, on a vu qu'il va y avoir un suivi qui est déjà prévu pour ses propositions, à la Chambre des députés.

Et les participants seront également invités aux différents ministères pour présenter ces propositions.

Enfin dernièrement, que de telles procédures participatives dans le domaine climatique, mais également dans d'autres domaines, soient institutionnalisés dans le futur. Les consultations citoyennes sont en effet complémentaires à la démocratie participative, pour assurer que la voix et l'expertise des citoyens soient entendues tout au long du cycle politique.

Voilà. Je vous remercie pour votre attention et vous invite à suivre nos travaux sur la plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative, et au sein de l'université sur le site pldp.lu.

Je laisse maintenant la parole aux citoyens du KBR, qui sont les véritables protagonistes du processus.

Et donc maintenant on va avoir des porte-paroles des différents groupes qui vont venir présenter leurs propositions.

Et puis à la fin, je propose que vous veniez tous sur la scène ici pour répondre aux questions des journalistes.

Donc voilà, j'invite les premiers porte-paroles à prendre la parole, justement, pour présenter les propositions du groupe 1.

[Membre du KBR]

À la question: le Luxembourg peut-il et veut-il aller plus loin en matière de lutte contre le réchauffement climatique, les membres du Klima-Biergerrot ont répondu oui.

Et nous allons vous soumettre nos propositions. Celles-ci ont été élaborées de manière collégiale et dans le consensus.

Elles reflètent les impulsions et les orientations voulues par les citoyens, en étant conscients évidemment que ces propositions ne sont pas exhaustives.

Concernant la thématique agriculture et sylviculture, les enjeux sont nombreux.

D'abord, si on considère que l'agriculture représente 6,5% des émissions de gaz à effet de serre, et que c'est un secteur dont les émissions augmentent encore aujourd'hui. Et parce que dans un contexte mondial de défi alimentaire, de changement climatique et de crise énergétique, la préservation des terres agricoles, la préservation de la biodiversité et la préservation des forêts est un enjeu majeur.

Afin de soutenir les efforts du secteur agricole, nous souhaitons, dans notre première proposition, que les consommateurs puissent être mieux informés, en ayant accès à un indicateur dit écologique, afin de leur permettre de choisir des produits ou des services en fonction des critères qu'ils souhaitent privilégier.

Et pour cela, dans notre seconde proposition, on préconise la création, par exemple, d'espace dédiés dans les magasins de vente, qui permettraient de promouvoir des produits à faible empreinte environnementale.

[Membre du KBR]

La troisième proposition, elle est dans l'objectif de réduire le gaspillage alimentaire tout le long de la chaîne du producteur jusqu'au consommateur final.

À chaque étape de transformation, il y a des pertes et donc du gaspillage alimentaire. C'est... Ce gaspillage alimentaire, justement, il a une empreinte environnementale assez conséquente, qui en bout de chaîne n'apporte aucune valeur.

Donc c'est un potentiel très important, sur lequel il faut travailler. La quatrième proposition, elle concerne les... ou elle propose de mieux gérer l'eau dans les villes et dans les zones urbaines, et aussi de diminuer les îlots de chaleur et améliorer le confort dans les zones urbaines. On l'a bien vécu aussi l'année dernière avec les inondations.

On voit bien que les pluies deviennent de plus en plus intenses. On voit aussi bien qu'on a les sécheresses, les canicules...

Et donc, il va falloir préserver cette ressource au maximum. La cinquième proposition, c'est une série de mesures pour diminuer les impacts environnementaux dans le secteur agricole au sens large, notamment améliorer la qualité de l'eau, préserver les sols, et diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

[Membre du KBR]

Toujours dans l'objectif de sauvegarder la biodiversité, on propose, dans la proposition 6, de protéger les vergers, de développer l'agroforesterie, en s'appuyant sur des indicateurs utiles à la prise de décision.

On souhaite aussi soutenir les agriculteurs dans la mise en place de mesures écologiques par la sensibilisation et la formation, par des aides aussi plus substantielles, pour ceux qui contribuent réellement à protéger la terre et la biodiversité par un travail plus contraignant mais aussi plus résilient. Nous voulons aussi inciter les concitoyens à diminuer leur consommation de viande, parce que les bovins utilisent une grande partie des territoires, et, par ailleurs, 75% des terres agricoles dans le monde sont réservés aux cultures fourragères, qui sont destinées à nourrir ce bétail.

Donc réduire sa consommation de viande, ça a un effet direct et sur la préservation de l'eau et sur la réduction de la pollution des sols, sur la réduction de la déforestation, et puis, par conséquent, ça permet de réduire aussi les gaz à effet de serre, et donc le réchauffement climatique.

[Membre du KBR]

La proposition 9 et 10, c'est une série de mesures, pour rendre la sylviculture plus résiliente et plus compatible avec la préservation du climat, mais aussi déjà d'anticiper l'adaptation au changement climatique. Par exemple, déjà anticiper à avoir une politique de gestion des forêts pour anticiper les éventuels feux de forêts qui peuvent arriver, aussi mieux gérer les forêts publiques et privées, et par exemple, la filière bois va devoir se re-développer, et donc de privilégier et favoriser une filière bois locale, plutôt que d'importer des bois étrangers.

Et donc en conclusion sur ces thématiques agriculture, sylviculture: C'est un secteur émetteur du pays, mais c'est un secteur vital et stratégique à plein de niveaux, donc c'est un domaine qu'on doit absolument privilégier et garder au Luxembourg, et il faut juste l'aider et l'accompagner pour le rendre plus efficient et plus durable.

[Membre du KBR]

Donc nous passons au secteur climat et l'énergie renouvelable.

Je voudrais présenter une proposition qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

C'est important pour la protection du climat. La proposition est facile à concrétiser.

Il importe de prendre différentes mesures en même temps.

Premièrement, une augmentation de la taxe de CO2. Et deuxièmement, redistribuer les recettes fiscales sur la population, pour que tout le monde récupère une partie de cette taxe.

Et donc quelqu'un qui produit une émission moyenne peut récupérer sa taxe de la part de l'État, et quelqu'un qui cause peu d'émissions, moins que la moyenne, il recevrait même un bonus.

Et les gens qui produisent de nombreuses émissions, donc beaucoup de gaz à effet de serre, ils devraient payer chèrement, et c'est cela qu'il faut imposer.

Les gens qui causent des émissions exagérées. Ces deux mesures ne sont pas seulement effectives dans la réduction des émissions, mais sont aussi socialement acceptables.

Et ce sont donc des armes qu'il faut utiliser pour sanctionner moins ceux qui ont peu d'émissions, et qu'on fasse en sorte que ceux qui en émettent beaucoup, des émissions, et aussi les ménages qui gagnent au-dessus de la moyenne, devraient donc aussi payer plus, parce qu'ils émettent plus de gaz. C'est une mesure très transparente, et c'est une mesure qui s'autofinance.

Vous pouvez lire tout cela dans une étude scientifique d'un institut de Berlin en collaboration avec l'Institut de Potsdam pour la recherche écologique, où ces mesures ont été confirmées dans un résumé, où on dit que c'est plus efficace que des régulations et des interdictions.

Et il souligne qu'il est important de rembourser la population. Ces mesures avec les taxes de CO2 vont avoir des répercussions que nous avons discutées, et donc vous pouvez lire tout cela et poser des questions. Et alors cela nous permettrait de retourner rapidement dans la neutralité climatique.

[Membre du KBR]

Maintenant moi je vais vous proposer la proposition 13 et ces mesures que nous voulons introduire à Luxembourg.

Oui, nous proposons que la part des énergies renouvelables à Luxembourg, donc le vent, l'eau et le soleil, là on voudrait augmenter cette part ou cette contribution à l'énergie. Nous avons une étude de l'université de Stanford pour souligner cela.

La part des énergies renouvelables à Luxembourg devrait atteindre 100% en 2040.

Si ces propositions sont concrétisées, alors nous aurons, à côté des avantages pour l'environnement et pour le climat, aussi la possibilité d'utiliser la production d'électricité la plus favorable qui existe actuellement.

Et en plus, nous allons atteindre une plus forte indépendance pour ce qui est de la production énergétique.

Pour atteindre cet objectif, il est important de réduire les périodes d'autorisation pour les éoliennes, et pour utiliser aussi les surfaces multi... pour les grandes surfaces, donc pour l'énergie solaire, et aussi pour augmenter l'utilisation de l'hydrogène. La collaboration entre l'État et les communes doit aussi être améliorée, pour profiter du potentiel réel des énergies renouvelables et pour procéder à des incitations pour renforcer donc cette production.

[Membre du KBR]

Pour les propositions suivantes, 14 à 16, il importe de traiter l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie.

En matière d'économie d'énergie, l'actualité nous a rattrapés. Le Luxembourg est en train, dans le cadre de la campagne "économiser ensemble", de faire preuve de solidarité.

Donc nous sommes en train de prendre des mesures que nous aurions pu prendre depuis longtemps. À côté des maisons d'habitation, et depuis un certain temps, on aurait aussi pu faire des économies pendant la soirée et la nuit.

Pour ce qui est de l'efficacité énergétique, il y a toute une série de mesures qui sont sur le point d'être transposées dans le pacte climatique 2.0.

Il y a des mesures qui se retrouvent aussi dans nos propositions, surtout pour ce qui est de la numérisation du réseau d'éclairage public et l'utilisation de LED.

Donc nous n'avons pas forcément redécouvert la roue dans le KBR, mais le message du KBR consiste à non seulement continuer à travailler, mais à rajouter des mesures pour la transposition de tout cela.

La dernière proposition du groupe énergie renouvelable concerne un autre sujet: les questions de la recherche et du développement, surtout en matière de climat et d'énergie.

Si on regarde le classement international de l'université et de tous les instituts publics qui existent tout autour, c'est déjà très remarquable et encourageant.

Un classement est surtout remarquable: le European Innovation Scoreboard, où le Luxembourg, en 2021, a occupé la 7e place sur 27 États membres de l'Union Européenne, et ceci donc dans le groupe "Innovateur notable".

Et pour cette raison, le KBR propose que le sujet recherche et développement, ou la coopération entre l'État et les instituts publics et surtout l'industrie privée soit renforcée, et surtout pour assurer ou diversifier le financement des projets de recherche avec des "private public partnerships" ou avec d'autres capitaux.

Pour le cycle 2 du KBR "énergie renouvelable", si on devait les résumer, on dirait tout simplement:

plus d'énergie, plus d'énergies renouvelables et plus de mesures strictes s.v.p.

Merci.

[Membre du KBR]

En avril 2022, les membres du Klima-Biergerrotse sont penchés sur les questions de construction durable, c'est-à-dire tout ce qui touche à l'empreinte environnementale des logements, des bureaux et des bâtiments en général, ainsi qu'aux enjeux qui entourent le secteur de la construction à Luxembourg, en lien avec la crise climatique.

Durant cet été, les membres de notre groupe ont retravaillé ensemble les propositions qui ont émergé durant ce week-end de travail.

Les propositions qui vont suivre sont le fruit de ce travail collectif et ont été approuvés par une majorité des membres du Klima-Biergerrot via le vote.

Les propositions s'articulent autour de trois grands thèmes: la gestion du foncier constructible, la mise en place d'un nouveau passeport énergétique, et le soutien aux quartiers durables et aux projets de logements alternatifs.

Le premier thème concerne la gestion du foncier constructible. Le KBR souligne le danger de l'imperméabilisation des sols et du phénomène de ruissellement qui y est attaché.

Les constructions humaines et les choix désordonnés de gestion de l'espace contribuent à cette imperméabilisation des sols, ce qui rend le pays vulnérable face aux phénomènes météorologiques qui vont se répéter de plus en plus.

Nous parlons des inondations et des périodes de sécheresse. Pour ces raisons, le Klima-Biergerrot propose:

[Membre du KBR]

Nous devons donner un modèle de notre société, mettre un terme à la perméabilisation du sol, et donc acheter des terrains disponibles et être actifs sur le marché, parce que le marché ne sert pas le grand public, si nous n'avons pas suffisamment de logements abordables qui sont offerts.

Et nous avons besoin d'ambitieux objectifs: nous en besoin de 25% de surface de biodiversité et nous avons besoin de bâtiments qui peuvent être rénovés plutôt que d'être démolis, et nous devons harmoniser nos règlements d'après des objectifs de durabilité et de justice.

[Membre du KBR]

Une gestion coordonnée de l'espace est nécessaire, mais celle-ci n'est pas suffisante.

Notre deuxième thème concerne la mise en place d'un nouveau passeport énergétique pour tous les bâtiments, calculer l'empreinte environnementale réelle des bâtiments et viser la neutralité carbone doivent être des priorités pour guider la construction des nouveaux ouvrages, soutenir la rénovation des bâtiments existants et inciter le secteur de la construction à s'organiser autour de la circularité des ressources.

Pour répondre à ces enjeux, le "Klima-Biergerrot" propose :

[Membre du KBR]

Nous proposons un "Building Lifecycle Management Passport" pour une documentation transparente de tous les bâtiments et non pas seulement pour l'énergie, et où la qualité de la circularité de tous les matériaux devrait être obligatoirement publiée.

[Membre du KBR]

Enfin, le dernier thème de notre groupe concerne le soutien au quartier durable et au projets de logement alternatif.

Ce thème figure parmi les engagements du PNEC.

Ces projets ont été amenés par plusieurs groupes différents durant notre week-end de travail, ce qui souligne l'intérêt et les attentes des citoyens à ce sujet.

Pour rendre concret les engagements du PNEC et soutenir ces projets, le KBR propose :

[Membre du KBR]

Nous avons besoin d'un cadre légal pour des formes de logement alternatifs, des bâtiments physiques et aussi des formes sociales de logement.

Il faut veiller à ce que tous les PAP et tous les autres projets se retrouvent dans l'esprit de la possibilité d'harmoniser les loisirs et les écoles, et la vie privée.

Cela n'augmente pas seulement la qualité de vie, mais permet aussi d'économiser des émissions de CO2 pour tous les terrains et tous les bâtiments.

Il nous faut des mesures pour changer la situation actuelle. Il nous faut aussi une harmonisation du concept du PAG, qui malheureusement n'est plus au service du citoyen, ni d'ailleurs du pays.

Nous avons suffisamment d'exemples. Nous voulons une meilleure utilisation de l'espace, une neutralité carbonique et il nous faut des formes de logements alternatives.

Il nous faut des quartiers durables, et des villes et des villages durables.

Les problèmes dans le contexte de la construction ont été faits par l'homme et la croissance illimitée, c'est une illusion.

Et nous devons avoir le courage d'en faire un sujet et de proposer des solutions pour avoir un monde meilleur.

Et il y a déjà des solutions, il suffit de les mettre en pratique. Et la question c'est de savoir si la société est prête à faire plus, et nous pensons que la réponse est oui!

Il nous faut faire preuve de courage et de créativité. Merci de votre attention!

[Membre du KBR]

Nous allons vous présenter les propositions sur le sujet de l'élimination des déchets.

4 termes: réparer, réutiliser, réduire, recycler.

Alors, d'abord réparer et réutiliser. Nous avons eu les réflexions suivantes.

La ferraille électronique, c'est plus de 300 millions de tonnes et c'est la part qui augmente le plus.

Après ce sont les vêtements qui ont pratiquement le plus grand impact négatif sur le climat.

Notre idée pour réduire la demande, ce serait réparer et reconditionner les produits.

Ça devrait devenir plus intéressant que de racheter quelque chose de neuf. La proposition 28 propose d'augmenter la durée de vie des appareils, notamment par les mesures suivantes:

Le gouvernement doit transposer les mesures européennes, dont notamment l'interdiction de l'obsolescence programmée.

C'est quelque chose que le gouvernement doit soutenir activement et doit transposer ces mesures dans la législation nationale.

La garantie légale sur les produits reconditionnés et réparés doit être prolongée.

Il devrait y avoir une obligation pour les producteurs pour qu'une une réparation soit possible et économiquement rentable.

La proposition 28 invite le consommateur de préconiser la réparation plutôt que l'achat du neuf.

Il devrait y avoir un bonus économique pour le consommateur. C'est quelque chose qui a été introduit récemment en Autriche.

Il devrait y avoir l'Ecotrel taxe plus, qui devrait être utilisée pour développer le secteur de la réparation.

Il devrait y avoir une taxe de mise en circulation dans le cas d'achat de nouveaux appareils relativement chers comme les téléviseurs ou les frigos.

Alors il y aurait notamment aussi la sensibilisation du consommateur, qui devrait s'éloigner du principe produire, acheter, éliminer.

C'est un principe qui nous apporte le plus.

[Membre du KBR]

Alors toujours dans le contexte du 4-R, ce qui concerne notamment le recyclage et la réutilisation... c'est le contenu des deux propositions.

Ce serait de produire moins de déchets, notamment parce que certains déchets ne sont pas recyclables.

Le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas, et dans ce contexte, le Luxembourg eu 720 kg de déchets par habitant en 2020.

Et nous occupons la deuxième position Europe. Mais ça ne doit pas être une fatalité. En tant que KBR, nous estimons qu'on devrait pouvoir faire plus, notamment parce que c'est relativement bon marché d'agir dans ce contexte.

Et c'est pour ça que notre proposition 31 prévoit une application plus déterminée du principe du pollueur-payeur.

Il devrait y avoir l'interdiction, le découragement, de produits non recyclables.

Ce que nous proposons prévoit notamment le principe de la responsabilité de l'importateur ou du producteur de matériaux non recyclables.

Ça vaut pour tous les aspects, que ce soit la construction, le sanitaire, l'alimentaire, et là où cela devait s'avérer impossible, il faudrait au moins un étiquetage clair de ces produits.

La proposition 32 prévoit une amélioration de nos systèmes de recyclage.

Nous avons des centres de recyclage qui sont pas mal du tout. Il y a des fois où ils sont encore un peu trop loin par rapport aux citoyens.

Donc, il faudrait les rapprocher des citoyens. Un autre autre principe, ce serait le traitement différencié des poubelles, donc notamment aussi dans les écoles. Et bon, c'est vrai qu'à la foire il y a encore des frites dans des barquettes en plastique qu'on jette par la suite.

Il faudrait en plus encourager les gens à utiliser toute la gamme des poubelles, par exemple, pour le biodégradable, il y a des fois où c'est le syndic qui doit demander la mise à disposition, et les gens ne sont pas toujours chauds pour ce genre de choses. Et puis il y a l'aspect du cycle des ressources et des matériaux dont nous avons besoin pour notre consommation.

On devrait également utiliser davantage le système de la consigne.

Ça existe mais moins qu'il y a 30 ans. Il faudrait à la limite le subventionner. Alors il faudrait surtout encourager les jeunes de recourir à des emballages innovatifs par rapport aux emballages traditionnels non réutilisables.

Voilà nos propositions pour la gestion des déchets.

[Membre du KBR]

Bonjour.

La mobilité sur un fond de climat est un sujet tout à fait passionnant.

Le groupe de travail dont je faisais partie et qui était devenu une équipe a été très prolifique, dynamique et fort passionné.

En tout cas, c'est ce que nous on pense de notre travail.

Pour autant, nous sommes bien conscients que le travail que nous avons apporté là est une oeuvre inachevée.

Nous avons apporté dans le rapport 3 objectifs,12 propositions et pas moins de 31 mesures.

Ces trois objectifs, que je vais expliquer rapidement après, se basent, d'une part, sur des idées qui ont déjà été véhiculées à travers le PNM 2035, et d'autre part, proposent de nouvelles mesures assez innovantes.

Alors, quelles sont ces trois objectifs? Objectif 1: réduire l'usage de la voiture individuelle.

Vous allez me dire: on connaît le sujet par cœur... et bien, nous, on a introduit de nouvelles mesures tout à fait innovantes, et je vous en parlerai d'ailleurs un peu plus tard. L'objectif 2 est une refonte de la fiscalité, et des mesures de l'État pour aider sur les transports terrestres, aériens et également maritimes.

Dans ce contexte, on a repris le concept basique du pollueur-payeur, auquel nous avons ajouté un soupçon de compensation carbone et une pincée de Green shipping.

Dans l'objectif 3: l'objectif est le changement de la mentalité de la société.

Aussi bien dans le domaine du travail que dans le domaine du quotidien.

Les mots clés, on va dire, pour le domaine du travail sont: télétravail, flexiworking, coworking, leasing, et également rémunération des actionnaires et des dirigeants. Dans le quotidien, les mots clés sont plutôt... excusez-moi, j'ai perdu un fil...

Bonus malus, bonus malus dans les assurances, pardon... etc. Bref.

Je vais maintenant vous présenter, vous parler un peu d'une proposition de l'objectif numéro 1: réduire l'usage de la voiture individuelle.

Vous pouvez vous référer à la page 56 du rapport.

Alors, la proposition consiste à digitaliser l'accès des transports collectifs et collaboratifs.

L'idée est de s'appuyer sur les outils déjà existants, sur le tissu technologique, les sociétés technologiques de Luxembourg, qui sont très dynamiques, pour créer une plateforme unique, qui recentre tous les modes de transport, et une plateforme qui serait évolutive, auto-apprenante et surtout complète.

En apprenant des usages et des préférences de chacun, l'idée serait de proposer la meilleure façon d'aller d'un point A à un point B, en fonction de ses préférences et en fonction du temps. Le temps est primordial dans le transport.

On a également proposé que ce tissu d'usagers serait interconnecté, de sorte qu'on pourrait également faire une gamification de l'application, et mettre en quelque un sorte un enjeu de chacun et partager avec les autres les économies de CO2 que nous pourrions avoir fait aujourd'hui,

en choisissant el ou tel transport. Je vous remercie.

[Membre du KBR]

Dans notre groupe, nous nous sommes occupés de sujets transversaux qui sont toujours réapparus, mais qu'on n'arriveait pas à caser quelque part.

Il y a par exemple le fait qu'une personne peut faire beaucoup de choses grâce à ses propres actions pour combattre le changement climatique.

Mais ce qui est important, c'est de changer le comportement des gens et d'améliorer et de promouvoir la conscience.

Ce que nous proposons, ce serait une émission de 5 minutes à la radio ou la télé, avec des vidéos facilement saisissables, le tout associé à un jeu, un quiz.

Puis nous proposons aussi des ateliers au travail pour améliorer la sensibilisation.

Mais c'est pas la sensibilisation aussi seulement de la société qui est impoortante. Ce qui est important, c'est aussi de faciliter un style de vie plus écologique.

Donc dans l'économie circulaire, il y aurait aussi des possibilités, comme le Benu village à Esch, de villages écologiques.

Mais c'est quelque chose qui devrait se soutenir davantage. Il devrait y en avoir dans toutes les régions du Grand-Duché.

Dans ses éco-villages, on pourrait alors produire des objets... ou plutôt, on pourrait les déposer là-bas, donc des meubles, de l'électronique..., on peut les déposer là-bas, on peut les retaper, les revendre, les réutiliser, et donc le côté possession serait moins en évidence. Ce serait plutôt une économie de partage et ceci aurait aussi de l'impact sur l'émission CO2.

[Membre du KBR]

Alors, je passe aux propositions 45 à 46, qui concernent l'artisanat.

Nous considérons qu'il sera important de créer une plus value pour l'artisanat.

Il y a un manque d'artisans, non seulement au Luxembourg mais aussi dans la grande région et ailleurs actuellement.

Et à l'avenir nous devrons recourir à ces professions pour être dans une situation pour transposer les mesures du PNEC.

C'est pour cela que nous avons concocté des mesures qui doivent amener les jeunes dès l'école à envisager un apprentissage, et également des mesures pour rendre par la suite cette profession plus attrayante.

Nous passons aux dernières propositions 51 jusqu'à 56.

Donc là je fais un petit recul, après on resaute en avant. Il s'agit de l'éducation dans les écoles, que ce soit le fondamental ou le secondaire.

À côté de la sensibilisation des adultes, que j'avais déjà évoquée, il est également important que les enfants reçoivent une bonne perspective, pour pouvoir s'occuper de façon responsable de notre planète.

L'éducation des enfants est également importante. C'est un sujet qui est toujours revenu dans nos discussions, et ici il est particulièrement important de concocter des mesures qui coûtent pas grand chose et qu'on peut transposer tout de suite, avec le but de rendre la protection de l'environnement en fait normale.

Mais ça concerne pas seulement les élèves, les étudiants, mais il faut aussi impliquer les experts pour que cela soit dans un meilleur réseau.

[Membre du KBR]

Merci, Clara, Merci, Sonia, Merci à vous tous et toutes, mesdames et messieurs.

Nous n'avons plus le temps. Il est midi moins une.

Si nous voulons atteindre l'objectif de Paris et 1,5 degrés, il faut agir tout de suite, parce que ce sont des points de non-retour qui ont déjà été dépassés.

Nous laisserons aux futures générations des dégâts irréparables, et pour cela nous avons une responsabilité morale collective.

C'est déjà maintenant que nous constatons des modifications. Il suffit de voir les inondations de l'année dernière ou la sécheresse extrême pendant cet été-ci.

Ou alors, il suffit de jeter un coup d'œil au Pakistan. Le changement climatique provoqué par l'homme détruit la nature.

Une nature qui, si on l'utilise correctement, peut être un de nos alliés dans la lutte contre le changement climatique.

Ça c'est la position numéro 50. Donc si on utilise intelligemment la nature, nous pourrons stocker le CO2 et nous pouvons limiter l'émission de CO2.

Ce qui est important, c'est la protection des eaux, ça c'est la proposition numéro 49.

Pendant le confinement, on pouvait encore un peu sourire, si on était tombé à court de papier toilette.

Maintenant si l'eau devient rare, ça devient moins rigolo.

Mais je sais qu'ici ans notre pays, nous souhaitons tous que nos enfants et nos petits-enfants puissent retrouver un monde comme nous nous l'avons pu trouver.

Et c'est pour ça qu'au KBR, nous demandons au monde politique de faire de la politique de climat une politique prioritaire.

C'est une politique qui doit être transposée de la manière optimale pour que nos enfants et les générations futures puissent avoir un futur positif.

Alors si vous avez des questions directement qui concerneraient notre groupe, ce serait une possibilité, ...

Sinon je pourrais encore donner la parole, enfin, je pourrais proposer à Raphaël Kies... à moins que quelqu'un ait tout de suite une question à nous trois?

[Journaliste]

Bonjour, Laurent Schmit de reporter.lu.

Si je suis bien informé, vous avez soumis vos propositions au ministre.

Quelle était sa réaction en général? Est-ce que vous pouvez déjà dire quelque chose?

J'adresse la question en règle générale à tout le monde.

[Membre du KBR]

C'était positif. Ils ont très bien écouté et ils ont pris des notes.

[Journaliste]

Dans le préambule, vous écrivez qu'il le faut tirer des leçons depuis le passé, depuis la méthode comment on s'organise, jusqu'à la façon comment on peut continuer avec un forum similaire.

Est-ce que vous avez des idées un peu plus précises quant aux leçons qu'on peut déduire de l'exercice?

[Membre du KBR]

Dans le préambule, on a vait dit qu'on est fier d'avoir reçu cette mission pendant 8 mois.

Nous avons des résultats à proposer et nous avons des propositions,

dont nous espérons que la population soit motivée pour qu'elle se dirige dans ce sens-là.

Et ce qu'on a fait en même temps... On l'entend mieux s'il parle dans le micro, merci....

Alors il y a quand même cette forme un peu unique de démocratie, et nous sommes très contents que le Premier ministre avait pris cette initiative. C'est vrai que c'est quelque chose qui n'est pas habituel au Luxembourg.

Bien entendu, pour chaque prototype, il y a des choses qui marchent bien et des choses qui marchent moins bien. Quant au temps qui était prévu, on nous avait imparti jusqu'au mois de juin-juillet, ce qui était manifestement plus gros trop court.

Puis quand on a 60 personnes plus 40 suppléants, à ce moment-là on doit d'abord se poser la question sur la gouvernance, et on fait comment, comment est-ce qu'on fait des votes... C'est des trucs qu'on a maîtrisé au fil des mois.

Et on s'est posé aussi la question: maintenant le changement climatique, c'est pas un problème qui sera résolu avec ce rapport.

On voit que dans le monde, il y a des changements, et on se pose la question: Est-ce le gouvernement ne devrait pas penser à une structure plus pérenne qui incorporerait les citoyens?

Ça c'est un peu les grands points.

[Journaliste]

Et puis je me suis encore posé une question: quelques-uns parmi vous l'avaient dit.

Ces propositions que vous avez faites devraient être situées dans le cadre du PNEC, mais j'ai l'impression qu'il y a des choses qui le dépassent, par exemple, les PAG ou les PAP, ou encore le télétravail.

Est-ce que vous avez reçu des assurances de la part du gouvernement pour que ce soit pris en considération ou c'est quelque chose qui reste à voir?

[Membre du KBR]

Bah je vais improviser un petit peu. Il y avait 3 ministres qui étaient là ce matin.

Ils ont pris le temps d'écouter nos propos, mais ils ont dit aussi, s'ils voient ce qu'on a écrit, bah ça ne suffit pas d'impliquer les trois ministres.

Ils faudrait quue d'autres soient assis à la table aussi. Donc on a présenté l'idée.:

Ne serait-il pas mieux s'il y avait des porte-paroles qui se présenteraient chez l'un ou l'autre ministère, parce que finalement, c'est une panoplie de sujets qui dépasse le cadre de ces trois ministères.

Mais nous remercions déjà le Premier ministre pour avoir soumis cette idée.

[Journaliste]

Robert Schneider du Tageblatt.

J'ai constaté que différentes de vos propositions traitent des sujets qui en fait ont déjà été réalisés.

Par exemple, dans le concept de l'économie des déchets, nous avons eu une nouvelle loi pour deux centres de recyclage qui seraient plus dérégionalisés, ou plus local, disons.

Dans quelle mesure est-ce que des projets existants ou des lois existantes ont été considérées pour développer vos propositions?

Voilà ma question.

[Membre du KBR]

Merci. Effectivement, nous connaissons cette loi et nous savons qu'on est en train de l'implémenter, mais nous ne sommes pas encore arrivés au bout.

Nous voulions quand même souligner que c'est important pour nous qu'on traite ces aspects, même si on est déjà en train de le réaliser.

[Membre du KBR]

Je peux seulement parler pour le secteur des déchets.

[Membre du KBR]

Et nous pouvons dire la même chose pour le pacte climat 2.0, et je l'ai déjà dit:

Toute une série de propositions existent déjà, qu'on retrouve chez nous, mais cela mérite d'être encore une fois souligné, et nous essayons, certes, d'être innovatif, mais nous n'avons pas pu réinventer la roue.

Donc le message est très clair: continuez comme ça, mais s'il vous plaît faites plus vite.

[Journaliste]

Pierre Reyland vum Radio 100,7.

Pierre Reyland, radio 100,7. Une question d'ordre général avec un exemple concret.

Qu'est-ce que vous faites, ou que feriez-vous si vous constatez que l'une de vos propositions n'était pas mise en pratique?

Et deuxième exemple: vous demandez une limite de la vitesse à 110 et 90 en fonction des différentes routes.

C'est une proposition où on pourrait dire que c'est une proposition réaliste. Que ferez-vous si on ne le fait pas et si on ne réalise pas d'autres mesures?

[Membre du KBR]

Nous sommes ici de bonne foi et ce matin dans les entretiens on a constaté une certaine volonté.

Mais si vous demandez ce que nous allons faire, si une de nos mesures n'est pas transposée ou seulement plus tard, ce n'est pas pour autant un échec, mais ce serait donc une volonté de concrétiser autant de mesures que possible.

Et cela montre que la société est prête à aller dans cette direction, et c'est une impulsion pour inciter la politique à aller dans cette direction.

[Journaliste]

[Jean-Marie Jacoby, "unguided missile" aus der Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.]

Est-ce que, avec vos revendications, est-ce que vous n'avez pas un peu perdu la réalité?

Vous n'avez pas tenu compte qu'avec les sanctions anti-russes, nous aurons des problèmes au niveau de l'industrialisation.

Et bon en moins de temps nous allons faire ce pourquoi l'Ukraine a mis une trentaine d'années, et donc il faudrait de nouveau organiser une guerre pour obtenir des CO2?

[Membre du KBR]

Est-ce que vous pourriez préciser votre question?

[Journaliste]

Par le fait que nous prenons maintenant des sanctions par rapport aux opérateurs russes, aux producteurs d'énergie russes, et si nous obtenons ainsi des prix de l'énergie qui ne permettront plus, dans l'industrie, de produire, parce qu'on ne resterait plus compétitif.

Maintenant il y a déjà différentes usines qui ont fermé la porte dans différents pays.

Je pourrais citer l'industrie de l'aluminium en Slovaquie, je pourrais parler d'autres entreprises dans d'autres pays, mais maintenant nous aurons un problème au niveau du AdBlue et à la fin...

Bon, je ne sais pas allons-nous retourner au Moyen-Âge de cette manière?

Est-ce que nous aurons une Europe qui va redevenir un état agraire?

[Membre du KBR]

Bon maintenant moi je vais prendre la parole, parce que je me suis occupé des énergies renouvelables.

Et oui, nous sommes en retard, c'est vrai. Si on sait qu'il y a 10 ans, nous avions la plus forte production solaire en Europe et que nous avons détruit cette position nous-mêmes, et alors, bon, si on avait continué sur cette voie, nous n'aurions pas actuellement un problème avec l'énergie électriquebon, alors alors il n'y aurait plus de questions comme vous en posez aujourd'hui, parce que nous n'aurions plus besoin de l'État russe et on pourrait peut-être dire que nous pourrions donc produire beaucoup plus d'énergie renouvelable.

Actuellement, je pense qu'on ne devrait pas faire peur et dire que cette guerre très grave en Ukraine va nous causer des problèmes énergétiques.

Et nous devons réagir en tant que société et essayer d'en tirer la meilleure solution,

et d'augmenter le taux d'énergie renouvelable de manière à ne plus être dépendant du gaz russe.

Est-ce que c'est une réponse à votre question?

[sans micro]

[Membre du KBR]

À court terme, vous avez raison. Mais c'est un problème que nous avons causé nous-mêmes.

C'est exact ce que vous dites, mais c'est surtout en période de crise que l'humanité doit être innovative.

[Membre du KBR]

On l'a toujours vu: à chaque fois que c'était nécessaire, nous étions prêts à changer notre mode de vie.

Avec la crise Covid, nous avons constaté qu'il y a une urgence d'agir.

Et dans ce cas-ci, nous avons fait le même constat. Ce n'est pas au KBR de résoudre la problématique de l'énergie en Ukraine, mais nous voulons donner des idées pour montrer comment nous pouvons nous en sortir pour que cela ne se reproduise plus.

[Membre du KBR]

Donc l'argument qui parle de nos difficultés économiques, bon là, je pense que nous devons...

...

[sans micro]

[Membre du KBR]

Nous pensons que nous devons pouvoir nous permettre d'assurer la protection du climat. [Journaliste]

Encore une question par rapport au processus. Au début du rapport, vous écrivez, pour le choix des intervenants, que le risque d'un hijaking aurait pu être évité.

Pouvez-vous nous expliquer que ce que cette remarque voulait dire?

[Philippe Beck]

Je suis Philippe Beck, organisateur de tout cela. E pour répondre: nous avons voulu faire en sorte que les citoyens délibèrent entre eux.

Et pour débattre les positions qui existent déjà au niveau de la société, nous voulions éviter en fait de reproduire le débat politique qui existe déjà entre les citoyens.

Donc nous voulions donner aux gens la scène pour pour mener ce débat et éviter un hijacking du processus.

[Journaliste]

Et on cite différentes visites où les membres étaient présents, mais il y a des acteurs qui ont déjà participé au débat, donc ce ne sont pas des acteurs neutres dans ce sens et je me demande dans quelle mesure on peut éviter cela?

Dans la mesure où ce débat se déroule au niveau de la société, et c'est là où j'étais un peu étonné. [Philippe Beck]

Bon nous avons voulu présenter notre point de vue, mais les gens étaient libres de discuter entre eux.

Et dans la deuxième phase, en été, ils étaient libres aussi de porter et de présenter leurs idées à d'autres acteurs, et je pense que c'est ainsi que cela s'est déroulé au niveau des différentes équipes.

[Membres du KBR]

Merci!